

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**WT/REG109/M/1**

19 décembre 2001

(01-6391)

**Comité des accords commerciaux régionaux**  
**Trentième session**

## **EXAMEN DE L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES ET LE MEXIQUE**

Note sur la réunion du 26 septembre 2001

*Président: M. A.J. Dumont (Argentine)*

1. La réunion a été convoquée par l'aérogramme WTO/AIR/1618.
2. Au titre du point B.VI de l'ordre du jour de sa trentième session, le Comité des accords commerciaux régionaux (CACR) a procédé à l'examen de l'Accord de libre-échange (ALE) entre les Communautés européennes (CE) et le Mexique. Les points suivants ont été examinés:

- A. Observations générales
- B. Section I - Renseignements généraux sur l'Accord
- C. Section II - Dispositions en matière de commerce

3. Le Président a indiqué qu'il s'agissait du premier examen de l'Accord de libre-échange entre les CE et le Mexique. La notification de l'Accord avait été distribuée sous la cote WT/REG109/N/1 et le texte de l'Accord sous les cotes WT/REG109/1 et WT/REG109/1/Add.1. Le Président a proposé de procéder à l'examen en demandant tout d'abord aux Parties et aux autres Membres de formuler des observations générales, puis de passer aux détails de l'Accord en utilisant le modèle de présentation type (WT/REG109/3) pour guider le débat. Il a rappelé le mandat pour l'examen, adopté le 16 octobre 2000 par le Conseil du commerce des marchandises, qui était reproduit dans le document WT/REG109/2: "examiner, à la lumière des dispositions pertinentes du GATT de 1994, l'Accord de libre-échange entre les Communautés européennes et le Mexique; présenter un rapport au Conseil du commerce des marchandises". Ce mandat s'appliquait conjointement avec les points convenus suivants: "Il est entendu que les points convenus dont le Président du Conseil du commerce des marchandises a donné lecture au titre du point 7 de l'ordre du jour de la réunion du 20 février 1995, et qui sont reproduits dans le document WT/REG3/1 s'appliquent *mutatis mutandis* à l'examen des accords. Il est également entendu qu'au cours de l'examen, il sera tenu dûment compte des différences intrinsèques entre les unions douanières et les zones de libre-échange."

### A. OBSERVATIONS GÉNÉRALES

4. Le représentant du Mexique a dit que l'objectif de l'instrument commercial mis en œuvre par le Mexique et l'Union européenne le 1<sup>er</sup> juillet 2000 était de donner une impulsion à une relation caractérisée par des courants d'échanges relativement modestes et ne reflétant pas la participation des Parties au commerce mondial. Pour atteindre cet objectif, les Parties avaient élaboré un accord sans précédent qui prévoyait ce qui suit: un calendrier pour l'élimination accélérée des prélèvements douaniers sur le commerce des marchandises; des règles pour l'application de normes et de mesures sanitaires et phytosanitaires; l'accès aux marchés publics; un cadre juridique pour la libéralisation des services; des disciplines pour protéger les investissements et la propriété intellectuelle; des

procédures détaillées pour la résolution rapide et impartiale des différends commerciaux; et un cadre institutionnel pour gérer la mise en œuvre des engagements établis par l'Accord. L'intervenant a fait observer que l'Accord était de vaste portée puisqu'il recouvrait tous les secteurs et tous les domaines auxquels devait s'appliquer un accord visant à stimuler le commerce. Il a reconnu qu'un an était une période trop brève pour faire une évaluation sérieuse de l'incidence de l'Accord sur le commerce. Cependant, les résultats des 12 premiers mois montraient que l'Accord réalisait bel et bien ses objectifs et encourageait le commerce avec les tierces parties. Au cours de la première année d'application de l'Accord, le commerce bilatéral a augmenté de 25 pour cent. Les importations européennes en provenance du Mexique se sont accrues de 39 pour cent, alors que les importations mexicaines en provenance de l'Union européenne progressaient de 20 pour cent. La croissance du commerce et des flux d'investissement entre les Parties a bénéficié à leurs populations respectives. L'intervenant a relevé que le secteur d'exportation était le plus dynamique de l'économie mexicaine et qu'il générait de nouveaux emplois mieux payés. La moitié des nouveaux emplois créés au cours des cinq dernières années - 3 millions et demi - étaient liés aux exportations. En 2000, les entreprises dont 80 pour cent des ventes totales étaient destinées à l'exportation ont payé des salaires qui dépassaient de 62 pour cent le niveau des salaires dans les autres secteurs. Les industries qui exportaient plus de 60 pour cent de leur production ont payé des salaires supérieurs de 37 pour cent à ceux versés dans le reste du secteur industriel. C'était pour cette raison que le Mexique et les CE étaient attachés au libre-échange, qu'il soit bilatéral ou multilatéral. Ayant obtenu le consensus interne nécessaire pour lancer des initiatives de libre-échange avec ses principaux partenaires économiques, le Mexique avait renforcé sa position de promoteur du processus de libéralisation au niveaux multilatéral. L'intervenant a conclu en affirmant que l'ALE conclu avec les CE était compatible avec l'esprit et la lettre des dispositions de l'Accord sur l'OMC, en particulier avec l'article XXIV du GATT de 1994 et l'article V de l'AGCS.

5. Rappelant le contexte institutionnel dans lequel l'Accord avait été élaboré, le représentant des Communautés européennes a indiqué que les négociations ayant conduit à l'ALE avaient été engagées à la suite de la conclusion de l'Accord intérimaire sur le commerce et les mesures d'accompagnement entre les CE et le Mexique. Cet accord intérimaire, signé le 8 décembre 1997, a été en vigueur entre le 1<sup>er</sup> juillet 1998 et le 1<sup>er</sup> octobre 2000, date à laquelle il a été remplacé par l'Accord de partenariat économique, de coordination politique et de coopération entre, d'une part, la Communauté européenne et ses États membres et, d'autre part, le Mexique. L'Accord de partenariat économique - qui, pour simplifier, a été dénommé l'"Accord global" - avait été conclu en même temps que l'Accord intérimaire de décembre 1997, mais son entrée en vigueur dépendait de l'accomplissement de la procédure de ratification par toutes les Parties, dont les 15 États membres de l'UE. Il reposait sur des principes démocratiques et le respect des droits de l'homme; il institutionnalisait un dialogue politique régulier et élargissait la coopération bilatérale entre les Parties. Par conséquent, il marquait bien une nouvelle phase dans le développement des relations politiques ainsi que commerciales et économiques entre les Parties. Dans ce cadre, les CE et le Mexique ont entrepris des négociations afin d'établir une zone de libre-échange pour le commerce tant des marchandises que des services. Ces négociations ont été conduites en parallèle au cours de la période 1998-2000, mais du fait des différentes procédures d'approbation et de ratification à accomplir dans les CE, leurs résultats ont été mis en place en deux phases. Premièrement, la Décision 2/2000 est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2000; elle traitait en particulier du commerce des marchandises et d'autres questions relevant de la seule compétence de la Communauté européenne. Deuxièmement, la Décision 2/2001, du 27 février 2001, est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> mars; elle établissait un accord d'intégration économique dans le domaine du commerce des services. Cette dernière Décision donnait également effet à d'autres dispositions destinées à approfondir les relations commerciales bilatérales entre les Parties - par exemple, dans les domaines de l'investissement et de la propriété intellectuelle. Ces différents éléments étaient tous des composantes de l'ALE entre les deux Parties. Bien entendu, au regard des règles de l'OMC, ils devaient être abordés et considérés sous deux rubriques distinctes - l'article XXIV du GATT pour les éléments de l'ALE ayant trait aux marchandises et l'article V de

l'AGCS pour les éléments de l'ALE ayant trait aux services. L'intervenant a rappelé que le Comité examinait ce jour l'ALE sous l'angle des dispositions relatives au commerce des marchandises.

6. Passant aux éléments-clés de l'ALE entre les CE et le Mexique, dans le domaine des marchandises, le représentant des Communautés européennes a dit que la Décision 2/2000 établissait un ALE pour une période transitoire d'au maximum dix ans à compter de la date d'entrée en vigueur, qui était le 1<sup>er</sup> juillet 2000. Cette Décision donnait effet à plusieurs des objectifs énoncés dans l'Accord intérimaire de 1997, comme la libéralisation graduelle et réciproque du commerce des marchandises; l'ouverture des marchés publics respectifs; l'établissement de mécanismes de coopération dans les domaines de la concurrence et de la propriété intellectuelle; et la création d'un mécanisme de règlement des différends. La Décision visait les produits relevant de tous les chapitres du Système harmonisé. D'une manière générale, les restrictions quantitatives à l'importation et à l'exportation ainsi que les mesures d'effet équivalent ont été abolies à compter de la date d'entrée en vigueur de la Décision. Les seules exceptions prévues concernaient la possibilité pour le Mexique de maintenir certaines mesures ou restrictions à l'importation de certains produits pétrochimiques, d'ordinateurs usagés, de vêtements usagés et de véhicules usagés. Le Mexique avait également la possibilité de maintenir des restrictions à l'importation de certains véhicules automobiles durant une période transitoire prenant fin le 31 décembre 2003. Les droits de douane sur les exportations et les mesures d'effet équivalent ont également été éliminés à compter de la date d'entrée en vigueur de la Décision. En ce qui concerne les droits d'importation, toutes les impositions frappant les importations autres que les droits de douane ont été éliminées dès l'entrée en vigueur de la Décision. Les droits de douane sur les importations de produits industriels seraient éliminés à la fin d'une période transitoire de deux ans et demi (pour les importations vers les CE) ou de six ans et demi (pour les importations vers le Mexique). Pour l'essentiel, la libéralisation a été réalisée en début de période: les CE avaient supprimé les droits sur 82 pour cent des lignes tarifaires dès l'entrée en vigueur de la Décision et supprimeraient les 18 pour cent restants d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 2003. Le Mexique avait éliminé les droits sur 47 pour cent des produits industriels dès l'entrée en vigueur de la Décision. Cinq autres pour cent seraient pleinement libéralisés d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 2003 et les 48 pour cent restants d'ici à 2005 ou 2007. Pour les produits qui n'ont pas été complètement libéralisés dès l'entrée en vigueur de la Décision, le calendrier d'élimination des droits des deux côtés était progressif. Ainsi, d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 2007, la totalité du commerce des produits industriels s'effectuerait en franchise de droits.

7. Le représentant des Communautés européennes est ensuite passé aux droits d'importation sur les produits agricoles et les produits de la pêche et a dit que la Décision prévoyait l'élimination par étapes des droits sur une période transitoire de dix ans. La libéralisation concernait 58,6 pour cent du commerce bilatéral des produits agricoles et 99,4 pour cent du commerce bilatéral des produits de la pêche (en utilisant comme référence les chiffres du commerce de 1996-1998). Pour un certain nombre de produits, les droits ont été éliminés dès l'entrée en vigueur de la Décision; pour d'autres, la libéralisation serait réalisée par étapes. Cependant, aucun calendrier de libéralisation n'allait au-delà du 1<sup>er</sup> juillet 2010, date du dixième anniversaire de l'entrée en vigueur de la Décision. Les détails des différents calendriers utilisés ont été exposés dans le modèle de présentation type. D'ici à la fin de la période transitoire, sur la base des chiffres de 1996-1998, 80,7 pour cent des exportations mexicaines de produits agricoles vers les CE et 42,6 pour cent des exportations des CE vers le Mexique bénéficieraient de l'admission en franchise. Il en irait de même pour 100 pour cent des exportations mexicaines de produits de la pêche vers les CE et pour 88,7 pour cent des exportations des CE vers le Mexique. Pour les autres produits agricoles et produits de la pêche, une élimination complète des droits de douane n'était pas prévue dans l'immédiat. Cependant, la Décision prévoyait qu'il serait procédé à un examen dans les trois ans suivant son entrée en vigueur afin d'envisager de nouvelles étapes dans le processus de libéralisation du commerce entre les Parties. Si l'on considérait dans leur ensemble les produits industriels, les produits agricoles et les produits de la pêche, 97 pour cent du commerce bilatéral bénéficierait de l'admission en franchise d'ici à la fin de la période transitoire. De plus, aucun grand secteur du commerce n'était exclu du champ de la Décision. Par conséquent, les Parties ne doutaient pas que l'ALE satisfaisait à la prescription de l'article XXIV:8 b) du GATT, selon

laquelle les droits de douane et les autres réglementations commerciales restrictives devaient être éliminés pour l'essentiel des échanges commerciaux. De même, comme rien dans la Décision n'exigeait des Parties qu'elles relèvent le niveau des droits de douane ou d'autres réglementations commerciales applicables au commerce d'autres Membres de l'OMC, les Parties considéraient aussi que la Décision satisfaisait aux prescriptions de l'article XXIV:5 b) du GATT de 1994. La Décision ne se limitait pas à l'élimination des droits et des restrictions non tarifaires applicables au commerce bilatéral, aussi important que cela soit. Elle constituait également la base d'une plus grande coopération bilatérale dans le domaine des règlements techniques, des normes et de l'évaluation de la conformité ainsi que dans celui des mesures sanitaires et phytosanitaires. La Décision mettait également en place un mécanisme de consultation sur les droits de propriété intellectuelle et un mécanisme de coopération entre les autorités respectives des Parties qui étaient responsables de la concurrence. Elle prévoyait un accès réciproque aux marchés publics des Parties. Des dispositions additionnelles sur les droits de propriété intellectuelle étaient également entrées en vigueur cette année dans le cadre de l'ensemble de mesures prévues par la Décision 2/2001.

8. Enfin, le représentant des Communautés européennes a dit que depuis l'entrée en vigueur de la Décision, le volume du commerce bilatéral a connu une croissance soutenue, équivalente à près de 30 pour cent sur une base annuelle. Il a reconnu qu'il était difficile de tirer quelque conclusion définitive que ce soit en se fondant sur une période aussi courte et que les courants d'échanges et les flux d'investissement entre les deux Parties, comme indiqué dans le modèle de présentation type, augmentaient depuis le milieu des années 90. Cependant, il a relevé que cette tendance semblait s'être accélérée sous l'effet de l'entrée en vigueur de l'ALE.

9. Le représentant de la Hongrie s'est félicité de ce premier accord transatlantique et a relevé que l'Accord entre les CE et le Mexique allait bien au-delà des paramètres des ALE habituels, ce qui donnait à son examen une importance supplémentaire. Il a souligné que les Parties, en mettant en place l'ALE, n'avaient pas renforcé les obstacles à l'égard des tierces parties; elles avaient au contraire créé des possibilités commerciales pour celles-ci. Il considérait que l'Accord satisfaisait aux prescriptions générales et spécifiques de l'article XXIV du GATT et qu'il représentait une pièce maîtresse du système commercial multilatéral et non une pierre d'achoppement.

10. Le représentant de la Norvège a exprimé son intérêt et s'est félicité des chiffres du commerce mentionnés par les deux Parties, en particulier ceux du Mexique qu'il considérait comme remarquables. Insistant sur l'importance que sa délégation attachait au système commercial multilatéral et à l'OMC, il a dit que les accords commerciaux régionaux (ACR) conclus par son pays étaient censés compléter le cadre multilatéral. À ce sujet, il était d'avis que l'Accord apportait un démenti à ceux qui estimaient que les accords régionaux et bilatéraux risquaient de créer des blocs commerciaux et il était content que la Norvège, en tant que membre de l'AELE, soit en mesure de conclure un accord très semblable avec le Mexique. Il ne doutait pas que l'Accord à l'examen remplissait le critère "pour l'essentiel des échanges commerciaux" énoncé à l'article XXIV du GATT et il s'est référé au modèle de présentation type, selon lequel 97 pour cent du commerce total serait visé d'ici à la fin de la période transitoire. Il a également relevé avec intérêt la vaste portée de l'Accord et les nouveaux domaines auxquels il s'appliquait.

11. Le représentant de la Turquie a relevé que les ACR examinés au CACR étaient généralement établis dans des régions identifiées, mais que l'Accord considéré était un exemple notable d'ACR intercontinental. En tant que tels, les ACR contribuaient au système commercial multilatéral. Il a ajouté que puisque l'UE avait conclu un ALE avec le Mexique, la Turquie allait en temps utile signer un accord similaire avec ce pays.

B. SECTION I - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'ACCORD

12. Le représentant de l'Australie a rappelé que l'une des préoccupations principales du Comité est la tendance, pour beaucoup d'ACR, à exclure largement ou complètement l'agriculture. Selon lui, cela allait à l'encontre de la prescription de l'article XXIV du GATT, selon laquelle les ACR devaient couvrir l'essentiel des échanges commerciaux entre les Parties. Cela étant, il a reconnu que l'Accord entre les CE et le Mexique paraissait englober la totalité du commerce entre les Parties et adoptait la formule de la liste négative pour l'agriculture. Cependant, il a relevé que le nombre de lignes tarifaires entrant dans la catégorie 5, pour laquelle le seul engagement consistait à réexaminer les droits appliqués trois ans au maximum après l'entrée en vigueur de la Décision, était assez important. Par conséquent, l'intervenant a demandé aux Parties de fournir des renseignements sur le volume du commerce bilatéral relevant des lignes tarifaires de la catégorie 5. Le représentant des Communautés européennes a réitéré que les Parties à l'Accord avaient fait des efforts substantiels pour assurer une libéralisation significative du commerce des produits agricoles d'ici à la fin de la période transitoire et que d'ici là 62 pour cent de ce commerce s'effectuerait en franchise de droits. Ainsi, selon lui, le débat portait sur des aspects de l'Accord qui étaient essentiellement marginaux au regard de la question essentielle pour le Comité, qui était la portée de l'Accord et le fait qu'il devait viser l'essentiel des échanges commerciaux. Il a néanmoins pris note de la question et y répondrait par écrit.

13. Le représentant du Canada tenait à remercier les Parties pour leurs déclarations liminaires très détaillées et a demandé s'il serait possible de distribuer des copies de ces déclarations, étant donné qu'elles contenaient des statistiques qui seraient très certainement utiles pour l'examen de l'Accord. En ce qui concerne les tableaux, elle a demandé s'il serait possible aux Parties de fournir des tableaux semblables à ceux fournis pour l'Accord entre l'AELE et l'ex-République yougoslave de Macédoine, qui contenaient des statistiques du commerce chapitre par chapitre, avec ventilation entre les chapitres bénéficiant de l'admission en franchise, ceux pour lesquels des concessions seraient accordées et ceux pour lesquels il n'y aurait pas de concession. Cela donnerait aux délégations une meilleure idée de la portée de l'Accord et faciliterait leur analyse du document. Le représentant des Communautés européennes craignait qu'une telle demande ne mène vers une voie que le Comité avait déjà expérimentée lors d'examen précédents et qui consistait à examiner si, aux fins de l'article XXIV, des renseignements sur différents traitements préférentiels devaient ou non être fournis. Pour lui, à partir du moment où il avait été démontré que la quasi-totalité du commerce (dans le cas de l'Accord, 97 pour cent) serait totalement libéralisée, des données statistiques additionnelles étaient pour l'essentiel sans intérêt. Il a cependant, pris note de la demande; les CE et le Mexique examineraient quels renseignements ils pourraient fournir en réponse.

C. SECTION II - DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE COMMERCE

14. Au sujet de l'article 8.2 a) figurant à la Section II de l'Accord, le représentant du Canada a demandé aux Parties de clarifier si le produit entre parenthèses, le thon en conserve était le seul produit pour lequel les droits de douane étaient réduits dans les limites d'un contingent tarifaire. Le représentant du Mexique a confirmé que le thon en conserve était l'unique produit dans ce cas. Il a ajouté que des réglementations relatives aux filets de thon étaient à l'examen.

15. Le Président a dit que le premier examen de l'ALE entre les Communautés européennes et le Mexique avait permis au Comité de clarifier un certain nombre de questions, mais que d'autres restaient en suspens. Il a invité les délégations qui souhaitaient poser des questions additionnelles à les transmettre au Secrétariat pour le 12 octobre au plus tard et les Parties, à communiquer leurs réponses par écrit le plus tôt possible et pour le 30 novembre au plus tard.

16. Dans ses remarques de conclusion, le représentant des Communautés européennes a souligné que l'Accord avait été négocié sur la base des disciplines relatives aux ACR prévues à l'article XXIV qui avaient été convenues lors du Cycle d'Uruguay. La compatibilité de l'Accord avec les règles de

l'OMC était effectivement une considération importante durant les négociations. À ce sujet, il s'est félicité que l'Accord vise 97 pour cent des produits et considérait qu'il était compatible avec les règles de l'OMC. Il a ajouté que l'Accord appartenait à une nouvelle génération d'ACR dont la portée allait au-delà des réductions de droits de douane pour inclure de nombreuses autres dispositions relatives au commerce. Il a demandé aux membres du Comité de garder ces éléments à l'esprit lorsqu'ils poseraient des questions additionnelles au sujet du champ d'application de l'Accord.

17. Le Comité a pris note des observations formulées.

---